

Le financement étatique de start-up fait fuir les capitaux privés, prévient Avenir Suisse

ÉTUDE. Le groupe de réflexion se référant à des programmes à l'étranger révèle que les engagements des pouvoirs publics risquent d'orienter les choix et d'évincer les investissements privés.

Christian Affolter

L'écosystème des start-up voit naître chaque année environ 250 nouvelles entreprises en Suisse. Mais «il est jugé de manière plus critique lorsqu'il s'agit de transformer de bonnes idées en bonnes affaires», déplore une analyse d'Avenir Suisse publiée mardi. Les jeunes pousses qui connaissent une forte croissance peinent à lever les dizaines de millions nécessaires pour faire évoluer leur modèle d'affaires.

«Ce marché se comporte mieux que ce que l'on entend souvent», signale cependant Lukas Schmid, coauteur de l'analyse. Il se réfère notamment aux succès internationaux d'entreprises de croissance suisses relayés par Startupticker, par exemple le programme TechTour Growth Europe, où six d'entre elles ont été sélectionnées, autant qu'au Royaume-Uni. «Les investisseurs étrangers apportent non seulement du capital, mais aussi du savoir-faire et un réseau internationaux, essentiels pour une expansion en dehors de nos frontières.»

Au niveau des carences, le marché suisse du capital-risque est relativement récent. Ses investissements ont «au moins quintuplé» depuis 2013 pour atteindre près de 3 milliards de francs l'année dernière, selon le Venture Capital Report cité par Avenir Suisse. Mais avec une part de seulement 0,3% du produit intérieur brut (PIB), ils restent loin derrière les leaders que sont Singapour (1,4%), Israël (1,2%) ou encore les Etats-Unis (0,7%). Même

comparés à la moyenne européenne (106 millions de dollars), les tours de financement en Suisse restent modestes (59 millions), alors qu'ils se montent à 119 millions aux Etats-Unis et 123 millions à Singapour.

Sous-investissement des caisses de pension

En Suisse, les investisseurs institutionnels, notamment les caisses de pension, sont sous-investis en comparaison internationale. Ils ne représentent que 8% du capital-risque total, contre 14% au Royaume-Uni et 22% en Suède. Les directives pour les caisses de pension assouplies début 2022 pour favoriser ce type de placements n'ont pas eu l'effet escompté: la part du capital-investissement (private equity) a même légèrement reculé, de 1,7% à 1,5% entre 2022 et 2024. Lukas Schmid place ses espoirs dans l'approche de la fondation Deep Tech Nation Switzerland: «Avant de créer un fonds, ils se sont mis autour d'une table avec des caisses de pension pour régler les questions techniques et répondre à leurs besoins.»

Le spécialiste zougnois en fonds de capital-risque VI Partners a pour sa part annoncé fin janvier le premier bouclement de son nouveau véhicule visant 150 millions de francs. Comme les précédents, il cible des sociétés actives dans la technologie et la santé à un stade précoce. «C'est simplement notre stratégie, qui a plutôt bien marché par le passé», souligne son partenaire Diego Braguglia. Actif dans ce seg-



Wall Street. L'équipementier sportif zurichois On est allé faire ses premiers pas en Bourse outre-Atlantique plutôt que sur le Vieux Continent et SIX.

ment depuis 25 ans, il n'a pas l'intention d'aller vers le financement de scale-up. Il estime certes qu'il «ne peut jamais y avoir assez de fonds, mais les start-up de qualité arrivent à en obtenir».

Wall Street montre le potentiel du capital-risque

Avenir Suisse rappelle que sur les dix entreprises les plus importantes au monde, cotées à Wall Street, huit ont été financées par du capital-risque. Mais dans les principaux indices actions européens, les groupes qui en sont issus ne jouent qu'un rôle marginal. Cela tient à la fois au fait que les sociétés faisant partie des indices de référence sont plus

anciennes que l'émergence de cet outil de financement. Et aussi à la tendance des bénéficiaires à faire leurs pre-

miers pas en Bourse outre-Atlantique plutôt que sur le Vieux Continent, à l'instar de l'équipementier sportif

zurichois On. Pour Lukas Schmid, les exemples américains «montrent le potentiel de croissance et d'innovation» des entreprises financées par du capital-risque.

La Suisse a connu plusieurs interventions au Parlement dont le but était de renforcer l'engagement de l'Etat en faveur des start-up – à l'image d'autres pays européens, où de 15% à 33% des fonds de capital-risque proviennent de sources publiques. Une motion remontant à 2013 avait demandé la création d'un «fonds pour l'avenir de la Suisse». Comme les tentatives de créer un fonds d'innovation pour les entreprises de croissance, elle a échoué. Reste qu'à en croire les auteurs de l'étude, ailleurs en Europe, le soutien public n'a pas fait augmenter le volume global de capital-risque, mais a plutôt évincé les fonds privés. Et «il existe un risque que les objectifs politiques faussent l'allocation du capital», et donc que ces fonds ne bénéficient plus aux entreprises les plus dynamiques.■

2,9 milliards de francs récoltés en 2025

Les investissements dans les jeunes pousses suisses ont augmenté de 23,9% en 2025, pour atteindre 2,9 milliards de francs, selon l'étude Swiss Venture Capital Report (SVCR) publiée mardi. En 2024, les jeunes sociétés avaient levé 2,4 milliards de francs, 8,5% de moins qu'en 2023, année qui avait déjà connu un recul de 34,8% par rapport à 2022.

«En 2025, le contexte était tout sauf favorable. Néanmoins, pour la première fois depuis 2022, les start-up suisses ont bénéficié d'un afflux de capitaux plus important», constate cette étude, publiée par le portail d'information en ligne Startupticker.ch et l'association professionnelle Seca, en collaboration avec startup.ch, et qui dit interroger les inves-

tisseurs en capital-risque domiciliés en Suisse, sans préciser leur nombre. Pas moins de 354 tours de financement ont été répertoriés, contre 153 en 2016. Par secteur, la répartition montre que les flux de fonds ont fortement augmenté, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des biotechnologies. Les investissements dans les dispositifs médicaux, le matériel informatique et les technologies financières sont restés stables.

Dans le classement cantonal, c'est Zurich qui arrive en tête, tant en termes de nombre de tours de financement que de capital investi. Le canton est suivi par celui de Vaud et de Bâle-Ville. (awp)

Economiesuisse expose ses priorités

COMPÉTITIVITÉ. Face aux tensions géopolitiques, la faïtière défend la diversification des échanges, la rigueur budgétaire et la réduction de la bureaucratie.

Des accords commerciaux diversifiés, moins d'endettement public et moins de charges administratives: Economiesuisse a fixé mardi ses priorités pour défendre la place économique helvétique en 2026, dans un contexte de tensions géopolitiques et économiques mondiales.

Les conflits commerciaux, la montée de blocs antagonistes et les tendances protectionnistes s'accroissent. «On croirait être dans un mauvais rêve devenu réalité», a déclaré Christoph

Mäder, le président d'Economiesuisse, à Berne. Ces tensions persistantes pèsent sur l'économie nationale suisse. Le pays doit donc agir «avec habileté» afin de rester performant, selon lui. Et d'évoquer le besoin d'une «boussole libérale» en matière de compétitivité et d'ouverture.

Accords commerciaux salués

«On ne peut réagir au protectionnisme avec du protectionnisme», a lancé Monika Rühl, directrice d'Economiesuisse.

Et d'ajouter que le son de cloche est le même du côté des associations économiques européennes.

Alors que l'économie helvétique est fortement orientée vers l'exportation, Christoph Mäder a plaidé pour une diversification aussi large que possible des relations commerciales et pour des conditions cadre attractives. Il a salué les différents accords commerciaux conclus récemment, avec les Etats-Unis, le Mercosur et avec l'Union européenne. Tous

ces accords sont importants et ne doivent pas être dressés les uns contre les autres.

La maîtrise de l'endettement public est aussi une priorité de la faïtière économique. La stabilité, entre autres financière, est une force de la Suisse, surtout en période de turbulences. Monika Rühl a estimé que le programme d'allègement budgétaire 2027 de la Confédération est «indispensable». Alors que le Conseil des Etats a réduit d'environ un tiers le volume d'économies, la faïtière

demande une application du paquet «dans son intégralité». C'est le seul moyen de stabiliser les finances fédérales ces prochaines années et de respecter le frein à l'endettement. Economiesuisse souligne le poids de la dette, mais aussi celui de la réglementation. Selon Christoph Mäder, il serait possible d'économiser environ 30 milliards de francs par an si les autorités optimisaient leurs processus administratifs et misaient davantage sur le numérique. (ats)

En Suisse, le financement des «jeunes pousses» est reparti à la hausse l'an dernier

INVESTISSEMENTS Les chiffres restent encore en deçà des records de la pandémie, mais, en 2025, les jeunes pousses suisses ont levé davantage de fonds qu'en 2024. Une hausse particulièrement portée par le secteur de la biotech. Derrière cette embellie, persiste un environnement difficile

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Après deux années de baisse à la suite de la pandémie, le financement des start-up suisses a une nouvelle fois augmenté en 2025. Durant l'année écoulée, elles ont réuni des financements à hauteur de 2,95 milliards de francs, selon les chiffres du «Swiss Venture Capital Report», publié hier par le portail d'information en ligne Startupticker.ch et l'association d'investisseurs SECA, en collaboration avec Startup.ch. Soit une augmentation de 23,9% par rapport à 2024, mais aussi une hausse de 27,1% par rapport à 2019, avant la pandémie de covid.

Les résultats de 2025 montrent un retour de l'appétit des investisseurs pour le risque, estiment les auteurs du rapport. «Nous avons observé davantage de tours de financement pour les start-up *early stage* [à un stade précoce de développement, ndlr], souligne Thomas Heimann, secrétaire

général adjoint de la SECA et coauteur du rapport. Cela met en évidence un signal positif pour la vitalité de l'écosystème et le pipeline de start-up en développement en Suisse.» Un peu plus d'un milliard de francs ont été investis dans ces jeunes entreprises réalisant leurs premiers pas, soit une augmentation de 73% par rapport à 2024.

Les levées de fonds excédant les 20 millions de francs ont atteint un nouveau record. Elles se sont élevées à 32 pour l'année écoulée. Néanmoins, les auteurs soulignent que l'ampleur des plus grosses opérations est moindre en comparaison avec les années précédentes, «les trois plus

2,95

Les start-up helvétiques ont reçu au total 2,95 milliards de francs de financements en 2025.

grands tours de financement ont représenté 14,7% du montant total, un chiffre historiquement bas». Thomas Heimann relève par ailleurs que les difficultés persistent pour les tours de financement compris entre 10 et 20 millions, ce qui correspond souvent

à un stade intermédiaire dans le cycle de vie de start-up, avant d'atteindre le statut de scale-up (start-up en forte croissance).

La tendance à la baisse du nombre de tours de financement qui a émergé l'année précédente, s'est transformée en une stagnation en 2025. Après des années de progression constante, 2024 avait enregistré un recul avec 357 levées de fonds contre 397 en 2023. L'an passé, ce chiffre a été de 354, mais reste bien plus élevé qu'en 2019. Des chiffres qui illustrent la tendance à la concentration des financements.

Rebond pour l'ICT

Sans surprise, c'est une nouvelle fois les biotechs qui tirent l'ensemble vers le haut. Avec 946,4 millions de francs investis dans le secteur, celui-ci enregistre un nouveau record historique. Un total supérieur de 25,7% au précédent record de 2020. En tête des principales levées de fonds de l'année écoulée, on retrouve ainsi la jeune pousse bâloise Windward Bio. Celle-ci développe des traitements pour les maladies immunologiques, notamment l'asthme.

Cependant 2025 a également été marquée par un rebond dans le financement des jeunes pousses actives dans le domaine des technologies de l'information et de la

communication (ICT). Une tendance qui s'explique par un intérêt accru pour la robotique et l'intelligence artificielle. Parmi les principales levées de fonds de l'année on retrouve par exemple la start-up vaudoise Neural Concept. Celle-ci a réuni un peu plus de 79 millions de francs, avec des investisseurs comme Goldman Sachs. Elle développe des outils basés sur l'IA permettant d'accélérer le développement de nouveaux produits, notamment dans l'industrie automobile.

Mais si le secteur de la biotech a repris le chemin de la croissance, les auteurs se montrent plus circonspects concernant l'embellie dans le domaine ICT, soulignant que l'année 2024 avait été particulièrement mauvaise. «Cela marque un revirement, mais il est trop tôt pour parler d'un retour à la croissance», soulignent les auteurs du rapport. Au total, les entreprises du secteur ont levé 774 millions de francs, contre 316 millions en 2024.

Les investisseurs en capital-risque se montrent également mesurés. En réponse à un sondage, un quart d'entre eux prévoient d'investir entre 51 et 120 millions de francs dans les trois prochaines années, mais ils sont aussi 68% à estimer que l'environnement reste défavorable pour les levées de fonds. ■

Bras de fer autour du canal de Panama

COMMERCE MONDIAL L'administration Trump a fait démanteler ces douze derniers mois ce qu'elle estime être une mainmise chinoise sur cet axe clé du fret maritime. Le dernier rebondissement est survenu la semaine dernière

RICHARD ÉTIENNE

C'est comme avec le Groenland: au début, on ne prenait pas le président américain Donald Trump au sérieux mais avec le temps, les sourires se sont figés. La semaine dernière, la Cour suprême du Panama a retiré la concession que le groupe de Hongkong CK Hutchison détenait dans les ports de Balboa et de Cristobal situés aux deux extrémités du canal de cet Etat d'Amérique centrale. Remplacé temporairement par le groupe danois Maersk, pour le plus grand plaisir de la Maison-Blanche.

Le résultat d'un travail de sape, dont les contours demeurent flous, et qui laisse de nombreux observateurs pantois. D'un jeu stratégique-politique qui inclut des déclarations trumpiennes et des grandes entreprises, du financier américain BlackRock à l'armateur genevois MSC.

Essor chinois

Le canal de Panama est un symbole. Un des nombreux actifs sud-américains sur lesquels les Etats-Unis avaient jadis la mainmise et que l'administration Trump estime avoir perdu au détriment de la Chine. Situé dans «l'hémisphère occidental» et qui doit donc lui revenir, selon la nouvelle doctrine à Washington.

Un axe clé du commerce – 82 km pour relier deux océans et éviter un long trajet via le cap Horn – par où transite 5% du commerce mondial. Inauguré en 1914 par les Etats-Unis qui l'ont exploité jusqu'en 1977. Avant de progressivement le remettre à l'Etat du Panama, qui le contrôle entièrement depuis 1999, selon un traité signé avec Washington qui stipule que sa gestion doit être «neutre».

Neutre? Selon Donald Trump ce n'est plus le cas. Ces vingt dernières années, la Chine s'est progressivement installée au point de devenir un acteur dominant, sinon le principal, le long du canal (et ailleurs en Amérique latine). CK Hutchison – un groupe basé à Hongkong mais qui serait lié à Pékin selon Washington – obtient en 1997 des concessions sur les ports de Balboa et de Cristobal. Elles sont renouvelées en 2021 pour vingt-cinq ans. Avec l'essor de l'Empire du Milieu dans le commerce mondial, le nombre de cargaisons chinoises transitant par le canal augmente.



Le port de Balboa est la porte d'entrée du canal de Panama côté Pacifique. (30 JANVIER 2026/BIENVENIDO VELASCO/EPA)

Ces dernières années, des entreprises d'Etat chinoises ont construit un centre de congrès à son embouchure. Elles érigent un pont sur la voie navigable ainsi qu'un port de croisière. Pékin cherchait à construire une ambassade près du canal mais des objections états-uniennes ont fait capoter le projet.

Le «deal» du 4 mars

En décembre 2024, Donald Trump (élu mais pas encore en fonction) a proféré une longue série de menaces. Il a parlé de reprendre le contrôle sur le canal affirmant que les tarifs pratiqués sur les navires américains étaient «exorbitants» et déclaré qu'il était «tombé entre de mauvaises mains» chinoises. Lors de son discours d'investiture, il a fait part de son intention de prendre le contrôle du canal pour la «sécurité économique» des Etats-Unis, et refusé d'exclure une action militaire.

Les autorités du Panama protestent et soulignent qu'elles contrôlent cet actif. Les choses vont pourtant se précipiter. Le 21 janvier 2025, le Panama lance un audit des activités de CK Hut-

L'administration Trump estime avoir perdu le canal de Panama au détriment de la Chine

chison dans le pays. Le 7 février, le Panama fait part de son retrait du projet chinois de la Route de la soie (qu'il avait intégré en 2017), à la suite d'une visite du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio.

Le 4 mars 2025, rebondissement: CK Hutchison annonce

son intention de vendre ses deux concessions, ainsi qu'une quarantaine d'activités portuaires dans 23 pays, pour 23 milliards de dollars. À un consortium d'entreprises occidentales mené par BlackRock et le groupe genevois MSC et sous la bénédiction de Washington. L'agence Reuters annoncera quelques mois plus tard que l'armateur suisse est l'actionnaire principal dans cette opération qu'il ne commente pas.

Fin de l'histoire? Non. Le 21 avril, quelques heures après la visite d'un nouvel émissaire états-unien, le Panama porte plainte contre des cadres de CK Hutchison à la suite de l'audit lancé trois mois plus tôt. Ce dernier indiquerait que la concession du géant asiatique ferait perdre une somme colossale au Panama. La population se tend et manifeste sa colère contre les grandes puissances et son gouvernement perçu comme corrompu.

Nouvelle étape en août, quand Maersk annonce avoir acquis une ligne ferroviaire reliant, au Panama, les océans Pacifique et Atlantique. Un actif d'autant plus stratégique que ces dernières années des sécheresses ont réduit les capacités du canal, poussant des groupes logistiques à opter pour un transport avec deux bateaux en transbordant leurs marchandises sur cette voie ferrée.

Contexte incertain

Quelques jours plus tard, le géant chinois Cosco Shipping demande à avoir un cinquième des parts dans le contrat de BlackRock et MSC. Ce qui l'aurait fortement remis en cause, selon un article du *Financial Times* en décembre. C'est dans ce contexte d'incertitudes qu'est survenu, la semaine dernière, le dernier rebondissement: le retrait par la justice panaméenne de la concession de CK Hutchison à la suite

de la plainte du 21 avril et son remplacement temporaire par une filiale de Maersk.

La Chine risque-t-elle de tout perdre dans la région? Jan Kiely, chargé d'enseignement au Graduate Institute de Genève, estime que le Panama n'a d'autres choix que de suivre Trump car il dépend davantage des Etats-Unis. «La Chine apparaît presque comme le bon élève désormais.

«La Chine apparaît presque comme le bon élève désormais. En Amérique latine, Pékin voit à long terme»

JAN KIELY, CHARGÉ D'ENSEIGNEMENT AU GRADUATE INSTITUTE DE GENÈVE

En Amérique latine, Pékin voit à long terme et aujourd'hui, c'est comme s'il laissait passer l'orage», analyse le spécialiste qui évoque une «inversion des rôles»: la Chine, qui a rejoint l'OMC en 2001 seulement, «apparaît désormais comme le garant du multilatéralisme et du système onusien face aux Etats-Unis», indique Jan Kiely.

Du point de vue des négociants de matières premières, nombreux en Suisse, «les tensions géopolitiques autour du canal important moins que les risques opérationnels», selon Richard Watts, le fondateur du cabinet HR Maritime à Genève. «L'important n'est pas de savoir qui exploite le canal mais de pouvoir passer», relève-t-il en rappelant qu'il y a 2 ans la sécheresse avait fortement diminué ses capacités, fait augmenter ses prix et poussé de nombreux armateurs à passer par le cap Horn, un trajet plus long et onéreux.

Dans une analyse, l'agence Bloomberg estime que la Chine perd des plumes au Panama mais aussi au Venezuela, où le président Maduro a été exfiltré par l'armée américaine il y a un mois, et en Bolivie, où les autorités ont annulé à la fin janvier un important projet minier chinois. ■

Portrait-robot du frontalier français en Suisse

EMPLOI Publiée hier, la troisième étude de l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales est riche en informations sur les caractéristiques de la population frontalière française en Suisse

ALINE BASSIN

Le nombre de frontaliers français en Suisse poursuit sa progression. L'Office fédéral de la statistique en recensait 236 400 au troisième trimestre 2025, une hausse de 1,8% sur un an. En 2024, ils étaient 234 000 à passer la frontière helvétique pour venir travailler.

Un chiffre relayé hier par l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) qui a présenté la troisième édition de son étude sur les travailleurs frontaliers en Suisse. La publication permet de mieux cerner les caractéristiques de la première communauté professionnelle de ce type en Suisse (devant l'Italie et ses 62 000 frontaliers). Passage en revue en cinq temps:

■ Les hommes surreprésentés

Six frontaliers français sur dix sont de sexe masculin. Leur âge moyen était en 2024 de 43 ans et un mois, soit cinq mois de plus que leurs homologues

féminines. A noter que les travailleurs qui sont domiciliés proches de la frontière sont plus jeunes avec une majorité représentée dans la tranche d'âge 30-39 ans.

■ Principal réservoir: la Haute-Savoie

Trois quarts des frontaliers se concentrent dans trois départements limitrophes de la Suisse. Une écrasante majorité d'entre eux est installée en Haute-Savoie (68 000 frontaliers). Viennent ensuite le Doubs (31 500) et le Haut-Rhin (22 500). En Haute-Savoie, deux salariés sur dix ont opté pour une carrière professionnelle de l'autre côté de la frontière, un taux qui est de 15% dans le Doubs.

■ L'irrésistible attraction de Genève

Sans surprise, c'est le canton de Genève qui accueille le plus de frontaliers. Il y a 2 ans, près d'un frontalier sur deux (48%) y était actif. Le canton de Vaud suit avec un taux de 19%, devant Bâle-Ville (8%), Neuchâtel (7%) et le Jura (5%).

Egalement limitrophe de la France, le canton du Valais est en revanche sous-représenté, accueillant seulement 1% des effectifs totaux de frontaliers. En moyenne, ces travailleurs parcourent 32 kilomètres pour rallier leur lieu de travail.

■ L'industrie, premier employeur

Si le recours abondant à la main-d'œuvre frontalière dans le secteur de la santé est souvent thématiqué, c'est l'industrie manufacturière qui a le plus recours à ce type de profil: 47 000 des 234 000 frontaliers recensés en 2024 étaient actifs dans ce secteur. Les activités de services administratifs et les commerces arrivent derrière avec tous deux un volume de 31 000 frontaliers. La santé et l'action sociale occupaient il y a 2 ans 26 000 personnes venues de France. Les disparités régionales sont importantes: les frontaliers des départements du Haut-Rhin, du Doubs et du Jura sont beaucoup plus présents dans l'industrie que ceux qui viennent de Haute-Savoie.

■ Un revenu en progression

En 2023 (dernières données disponibles), le salaire moyen d'un frontalier était de 64 431 euros (59 110 francs). Un montant 21% plus élevé que le revenu moyen de son homologue féminin (53 121 euros, 48 736 francs). Attention, mettent en garde les auteurs de l'étude, une partie de cette différence considérable peut s'expliquer par un plus grand recours au temps partiel chez les femmes. Les deux sexes ont en revanche globalement vu leur situation s'améliorer entre 2022 et 2023 avec une progression moyenne de 8% pour les hommes et de 7,5% pour les femmes. ■

Renforcer la protection de la santé au travail

Syndicats ► Les absences pour maladies sont en augmentation, déplore l'Union syndicale suisse (USS). Elle demande à la confédération et aux cantons «une offensive de mise en œuvre» pour la protection de la santé au travail. «Le travail rend trop souvent malade», a déclaré l'USS dans un communiqué hier. Les absences maladies ont augmenté d'un tiers depuis la pandémie, équivalant à 80 millions d'heures de travail supplémentaires, selon le syndicat.

Les douleurs dorsales et des troubles psychiques sont les causes principales des arrêts maladies, d'après une étude de l'OFSP citée par Gabriela Me-

dici, coresponsable du secrétariat de l'USS. Les métiers de la vente, de la construction ou de la santé sont principalement concernés, entre autres. Pour mieux protéger la santé des travailleurs, l'USS recommande de contrôler les employeurs tous les deux ans, alors que les cantons effectueraient actuellement des contrôles tous les vingt ans. Le syndicat demande aussi un arrêt immédiat de l'extension du travail du dimanche et de l'allongement de la journée de travail à 17 heures, décidée par le Conseil national. Les absences longues durées augmentent aussi, de manière «particulièrement préoccupante», relève l'USS. Ce qui

influence «le risque de licenciement, d'invalidité et de séquelles durables pour la santé» sur la durée. C'est également la première fois depuis vingt ans que la probabilité de devenir invalide a augmenté.

L'USS rapporte que certains continuent de travailler malgré leurs problèmes de santé, aggravant leur situation médicale. Les travailleurs rapportent aussi des «conditions de travail éprouvantes», selon l'USS: une pression du temps, manque de personnel ou horaire irrégulier qui les pousseraient à travailler sur leur temps libre pour combler les exigences. L'USS reproche ainsi à «de nombreux

employeurs» de miser sur des «mesures alibis», comme des cours de gestion du stress, au lieu de s'attaquer aux problèmes structurels. Le syndicat déplore une loi du travail «peu appliquée» et une protection légale «constamment affaiblie».

L'USS relève aussi que les «salaires réels stagnent depuis des années», une situation «minimisée» dans le débat politique suisse, selon Daniel Lampart, coresponsable du secrétariat de l'USS. Ce qui entraîne une baisse de moral des consommateurs, qui se sentent de plus en plus sous pression et une baisse de la consommation privée par habitant. **ATS**

«Un job d'été, ce n'est pas un besoin, c'est une offre»

Votations du 8 mars 2026 La droite défend la loi qui abaisserait la rémunération minimale des jobs d'été pour les étudiants à Genève, sous conditions strictes.

Aymeric Dejardin-Verkinder

«Un job d'été à plus de 24 francs de l'heure?» Pour le patronat et la droite, ce seuil a asséché l'offre de petits boulots estivaux. Réunis ce mardi 3 février dans les locaux de la Fédération des entreprises romandes (FER Genève), ils ont appelé à accepter, le 8 mars, une loi instaurant un salaire minimum dérogatoire pour les jobs d'été pour les étudiants.

Adopté par le Grand Conseil le 30 octobre 2025, le texte soumis au vote modifie la loi sur l'inspection et les relations du travail. Il prévoit que les jobs d'été – définis comme des «activités professionnelles occasionnelles» – soient rémunérés à 75% du salaire minimum, qui est de 24 fr. 59 de l'heure.

La mesure viserait les étudiants immatriculés dans une formation reconnue, pendant les vacances scolaires ou universitaires, et pour un maximum de soixante jours par année civile. Pour l'année en cours, cela correspondrait à une rémunération minimale de 18 fr. 44 de l'heure (hors indemnités de vacances).

«Un salaire mensuel proche de 3500 francs»

«Il ne s'agit pas d'un contournement du salaire minimum, mais d'un ajustement pragmatique pour une certaine catégorie de travail bien précis», défend Jacques Béné, député PLR. Il met en avant le niveau de rémunération: «À raison de quarante heures par semaine, cela représenterait un salaire mensuel proche de 3500 francs, estime-t-il. Ce qui reste élevé pour un job d'été et bien supérieur à ce qui est pratiqué dans d'autres cantons.»

Pour étayer l'argument d'un dispositif encadré, Pierre-Alain L'Hôte, président de l'Union des associations patronales genevoises (UAPG), rappelle que des barèmes spécifiques existent déjà dans plusieurs branches et sont acceptés par l'Office cantonal



Le projet de loi prévoit que les jobs d'été – définis comme des «activités professionnelles occasionnelles» – soient rémunérés à 75% du salaire minimum genevois, qui est de 24 fr. 59 de l'heure en 2026. Getty Images

de l'inspection et des relations du travail. Il cite la construction (17 fr. 25 de l'heure), les métiers techniques (18 fr. 25) ou encore la commission paritaire des parcs et jardins à Genève (15 fr. le premier mois, puis 17 fr. 25 dès le deuxième).

Selon les partisans du projet, il s'agit aussi d'enrayer la baisse des emplois estivaux observée depuis l'introduction du salaire minimum en 2020. Un sondage mené en 2024 par la FER auprès de «quelques centaines» d'entreprises avance que 60% d'entre elles auraient renoncé à proposer des jobs d'été précisément à cause du niveau salarial.

Un investissement difficile à amortir

L'artisan-boulangier Stéphane Oberson partage ce constat. Selon lui, ces emplois exigent formation et encadrement, alors que la productivité reste limitée au départ – un investisse-

ment difficile à amortir quand la personne repart après quelques semaines. «Un job d'été, ce n'est pas un besoin, c'est une offre», résume-t-il. Il affirme avoir cessé d'engager depuis l'introduction du salaire minimum: «C'est trop cher, ce n'est plus viable économiquement.»

Des craintes de dumping salarial

Sur le terrain, la raréfaction des annonces se ferait aussi sentir du côté des candidats. Alessia Cavalieri, étudiante à l'Université de Genève et élue centriste, décrit une concurrence accrue pour décrocher un travail d'été. À ses yeux, nombre d'employeurs hésitent à engager pour quelques semaines. Elle insiste sur l'enjeu de l'insertion: «Ces emplois permettent d'obtenir un premier revenu et une première ligne sur un CV. Leur disparition complique l'entrée dans le marché du travail.»

À gauche et dans les syndicats, l'opposition se cristallise autour du principe «à travail égal, salaire égal». Le projet est dénoncé comme une discrimination visant les jeunes travailleurs et comme une brèche susceptible de tirer les rémunérations vers le bas. Les opposants craignent également un effet de substitution – des emplois «réguliers» remplacés par des engagements d'été moins payés – et évoquent un risque de dumping salarial, y compris entre étudiants.

Face à ces critiques, la droite et le patronat martèlent le caractère «ultracadré» du dispositif. Selon eux, il vise des activités «occasionnelles» qui ne visent pas à remplacer des postes qualifiés. Ils réfutent l'idée d'un «saucissonnage» du salaire minimum, rappelant qu'il s'agit d'un plancher légal et que des salaires d'été dérogatoires existent déjà dans certaines branches.

La Suisse romande est à la traîne sur les soins coordonnés des patients

SANTÉ. Au-delà de l'organisation des cabinets, une utilisation plus systématique de plans de soins harmonisés pourrait contribuer à réduire les doublons et améliorer l'efficacité du système de santé.

Nathalie Praz

La qualité des soins primaires ambulatoires en Suisse reste globalement élevée en comparaison internationale. C'est l'un des principaux enseignements de l'enquête PaRIS (Patient-Reported Indicator Surveys) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié la semaine dernière. En Suisse, plus de 4000 personnes vivant avec une maladie chronique et 130 cabinets médicaux ont participé à l'enquête. Celle-ci a regroupé 19 pays et a été menée par Unisanté (centre universitaire de médecine générale et santé publique) en partenariat avec Equam (fondation suisse allemande indépendante qui certifie la qualité des médecins).

Disparités entre régions

L'un des constats les plus frappants concerne l'usage des parcours de soins coordonnés des patients émis par les médecins. Près de 40% des cabinets allemands déclarent recourir à ces plans de traitements structurés, contre environ 10% seulement en Suisse romande et au Tessin.

Cet écart peut s'expliquer, selon Chantal Ardit, responsable de recherche à Unisanté, en raison du manque de «standardisation de plan de soins structurés en Suisse». Elle explique que selon les cabinets, il peut s'agir d'un outil développé à l'externe ou à l'interne, mais dans tous les cas «qui est partagé avec le patient».

Pour Joël Lehmann, directeur général d'Equam, ces différences s'expliquent aussi en partie par la structure du tissu médical. «La consolidation des cabinets pourrait être plus avancée en Suisse allemande,



Soins. Près de 40% des cabinets allemands déclarent recourir à des plans de traitements structurés, contre environ 10% seulement en Suisse romande et au Tessin, selon l'étude PaRIS de l'OCDE.

avec davantage de réseaux de soins. Ces réseaux facilitent le développement et le partage de modèles communs, notamment de plans de soins, ce qui est plus difficile pour un médecin exerçant seul.»

Au-delà de l'organisation, l'enjeu est aussi économique, dans un système confronté à une hausse continue des dépenses de santé qui devraient dépasser les 100 milliards en 2026. «Si ces plans bien conçus étaient utilisés plus systématiquement, ils pourraient aussi réduire les doublons et certains examens superflus et ainsi contribuer à améliorer l'efficacité», souligne l'expert. Il relève toutefois que l'aspect économique de leur utilisation «n'est probablement pas la motivation première des cabinets».

Tant Unisanté qu'Equam appellent à une approche plus coordonnée au niveau national. «Il y a aujourd'hui une

forte fragmentation, tant entre les assureurs qu'entre les cantons. Pour des sujets d'intérêt commun comme des plans de traitement harmonisés, il faut mettre les moyens ensemble. Prio.swiss, en tant que faïtière

des assureurs, pourrait jouer un rôle clé dans cette mutualisation», souligne Joël Lehmann.

Selon Chantal Ardit, si le financement peut provenir des assureurs, la responsabilité

de la mise en œuvre devrait revenir aux cantons, en collaboration avec les réseaux de soins et les professionnels. Contactée, Prio.swiss «salue toute proposition qui permet d'améliorer la qualité des soins et, dans le même temps, de réduire les coûts». Elle précise que cette initiative «mériterait donc de faire l'objet d'une évaluation détaillée du rapport coûts/bénéfice pour les payeurs de primes».

Connaissances à améliorer

Cette enquête montre aussi que les personnes avec une faible littératie en santé rapportent des expériences plus négatives sur la qualité des soins obtenus. «Sans compréhension suffisante, certains patients peuvent, par exemple, avoir plus de difficultés à reconnaître les symptômes d'alerte, à suivre correctement leur traitement et à interagir avec les professionnels», souligne Chantal Ardit. Elle plaide pour un renforcement de l'éducation thérapeutique et pour des plans de soins plus clairs et davantage partagés. ■

Clap de fin suisse avec l'étude PaRIS

La Suisse ne participera plus à l'enquête internationale PaRIS de l'OCDE, reconduite tous les trois ans. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP), qui a dépensé près d'un million de francs pour cette étude, invoque «principalement des contraintes budgétaires». Il affirme devoir économiser environ 11 millions de francs par an dès 2026.

La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a récemment indiqué dans nos colonnes que le système de santé «n'est pas en crise», mais qu'il «exige des choix», dans un contexte de recherche d'économies. Le Conseil fédéral et le Parlement «ont pris diverses décisions d'économies [et] de nouvelles tâches ont été confiées à l'OFSP sans que les ressources nécessaires aient été allouées», souligne l'organe de santé. Il avertit qu'il «ne pourra plus

assumer certaines tâches que de manière réduite, voire devra y renoncer».

«Ne plus participer à PaRIS signifie que nous n'aurons plus ces données provenant des patients pour piloter la qualité des soins de première ligne», souligne Chantal Ardit, d'Unisanté, ajoutant que cela empêche de savoir «si la qualité s'améliore ou se détériore». Pour Joël Lehmann, de la fondation Equam, «c'est la seule enquête qui met directement en lien ce que disent les médecins et ce que vivent les patients». Y renoncer revient à «affaiblir la voix de ces derniers».

L'OFSP souligne que d'autres instruments resteront utilisés, tout en reconnaissant «qu'ils ne ciblent pas les expériences des patients avec la même précision que PaRIS». **NP**

Davantage de frontaliers tournent le dos à la Sécurité sociale française

France voisine Le nombre de personnes travaillant en Suisse affiliées à la «Sécu» diminue de 2% en un an, révèle l'Urssaf.

Les salariés partant chaque matin – ou se connectant à distance – vers une entreprise ou une administration située en Suisse représentent un actif sur cinq en Haute-Savoie. Et un sur sept dans le département français du Doubs.

Une part toujours plus importante de ces travailleurs choisit de ne plus dépendre de la France et de sa Sécurité sociale pour sa couverture santé, préférant souscrire à une assurance helvétique, a révélé ce mardi l'Urssaf. Selon l'organisme public français chargé de gérer l'assurance maladie, la part des salariés travaillant en Suisse affiliée à ses prestations a diminué de 4% en un an. Dans le même temps, le nombre total de résidents français travaillant en Suisse a pourtant augmenté de 4,5%.

Présenté par le bureau de l'Urssaf Franche-Comté, le point annuel sur les frontaliers rappelle

que sur les 405'000 résidents de pays voisins faisant chaque jour (ou chaque nuit) l'aller-retour pour occuper un poste en Suisse, une grosse moitié – 234'000 en tout – viennent de l'Hexagone. Environ deux fois et demie plus que leurs homologues italiens.

La moitié d'entre eux rejoignent Genève, tandis que 20% pointent dans le canton de Vaud et 7% dans celui de Neuchâtel.

Si l'on zoome sur la carte, plusieurs groupements de communes, le long de la frontière, présentent une majorité d'actifs gagnant sa vie en Suisse. En particulier celles du Genevois français ou du val de Mordeau – où leur importance approche désormais les 60%.

Les mesures de l'Urssaf s'arrêtent fin 2024 et ne prennent donc pas en compte les difficultés des PME helvétiques, après le

choc des surtaxes imposées par les États-Unis l'an dernier.

Un tiers des frontaliers opte pour une assurance suisse

Le bureau de l'Urssaf confirme que l'organisme dans son ensemble gère quelque 149'000 frontaliers – sans compter les retraités. Donc environ les deux tiers des résidents français travaillant en Suisse (env. 63%). Leur importance est en déclin de 2% sur l'année 2024, selon les dernières données disponibles. Trois ans plus tôt, leur proportion était encore de près de 80%.

Les frontaliers sont donc toujours moins nombreux à opter pour la «Sécu», un tiers préférant souscrire à une caisse d'assurance maladie en Suisse. «Ce constat illustre en partie une attractivité moins forte de la Sécurité sociale française, qui peut s'ex-

«Les travailleurs disposant des revenus les plus faibles et les plus âgés s'affilient davantage en France.»

Amandine Durupthy-Perriand
Pilote du service dédié aux frontaliers à l'Urssaf

pliquer notamment par le coût de son équivalent suisse – forfaitaire, plus favorable pour les actifs célibataires ou sans charge de famille et à hauts revenus», rappelle Romain Gibert, directeur comptable et financier et responsable des statistiques au sein de l'Urssaf Franche-Comté. Sans même

compter les mois d'attente avant d'espérer décrocher, en France, le moindre rendez-vous chez un dermatologue ou un ophtalmologue.

Choix «irrévocable»

Amandine Durupthy-Perriand, qui pilote le service dédié aux frontaliers, note en écho que «les travailleurs disposant des revenus les plus faibles, les plus âgés et ayant le plus d'ayants droit s'affilient davantage en France». Comme le rappelle un de ses collègues, le choix d'assurance maladie – par défaut celle en Suisse – est «irrévocable», en tout cas sans changement d'emploi ou de pays de résidence. Entré en vigueur le 1^{er} janvier, l'accord sur le télétravail va encore modifier la donne. Il prévoit en effet que ceux dont plus de la moitié de l'activité est réalisée en *home office* soient affiliés d'office à la «Sécu».

Le dernier pointage de l'Urssaf confirme que le revenu imposable moyen déclaré par les frontaliers a encore augmenté de 7% sur l'année 2024, pour approcher les 58'700 euros. Merci l'appréciation du franc suisse. Le fossé avec les conditions offertes localement permet de comprendre pourquoi ces salariés sont prêts à parcourir en moyenne 32 kilomètres pour rejoindre leur lieu de travail. Et même 50 kilomètres dans un cas sur cinq.

Exemple en Franche-Comté, pourtant loin de compter les frontaliers les mieux payés – une majorité pointant dans l'industrie. Il n'en reste pas moins que le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des actifs de la région ne dépasse pas 30'000 euros. Ce qui donne une idée du différentiel.

Pierre-Alexandre Sallier

Grosse Bandbreite bei Spitzensteuersätzen

Die neuste Rangliste der Kantone zur Steuerbelastung von natürlichen Personen und Unternehmen erleichtert den Vergleich



Der Kanton Zürich (im Vordergrund Horgen) zählt zu den Hochsteuerorten für Betuchte ebenso wie für Firmen. CH. RUCKSTUHL / NZZ

HANSUELI SCHÖCHLI

Was soll der Staat machen, und wer zahlt dafür? Das sind zwei der ewigen Streitfragen in der Politik. Bund, Kantone und Gemeinden dürften heuer zusammen ohne Sozialversicherungsbeiträge 180 bis 190 Milliarden Franken Fiskaleinnahmen verbuchen – rund 20 000 Franken pro Einwohner im Durchschnitt. Etwa 60 Prozent davon entspringen den Einkommens- und Vermögenssteuern der natürlichen Personen sowie den Firmengewinnsteuern. Der grösste Einzelposten sind die Einkommenssteuern mit schätzungsweise 65 Milliarden Franken. Mehr als die Hälfte davon dürfte vom einkommensstärksten Zehntel der Steuerpflichtigen kommen.

Die Spitzensteuersätze der Kantonshauptorte bei der Einkommensteuer liegen dieses Jahr im Mittel bei 33 Prozent. Das geht aus der neusten Datenerhebung von Pascal Hinny hervor. Er ist Steueranwalt in Zürich und Professor an der Universität Freiburg.

250 000 Franken als Schwelle

Die Spitzensteuersätze werden laut Hinny in der Regel ab einem steuerbaren Einkommen von 250 000 bis 270 000 Franken erreicht. Im Vergleich zum Vorjahr sind die Sätze in acht Kantonen leicht gesunken. Im Mittel aller Kantone beschränkt sich die Senkung auf 0,2 Prozentpunkte. Im Vergleich zu 2010 sind die Spitzensätze im Mittel heuer um etwas über einen Prozentpunkt tiefer.

Wie immer gibt es grosse Unterschiede zwischen den Kantonen und auch innerhalb der Kantone. In den teuersten Gemeinden des Kantons Genf sind heuer die Spitzensätze mit gut 44 Prozent mehr als doppelt so hoch wie in den günstigsten Gemeinden des Kantons Schwyz (vgl. Tabelle). Die Kantone Zürich und Bern gehören nach wie vor zu den Hochsteuerorten. Immerhin ist in beiden Kantonen die Spitzenbelastung in den günstigsten Gemeinden mehr als 7 Prozentpunkte tiefer als an den teuersten Orten.

Die offiziellen Steuersätze zeigen nur einen Teil des Bildes. Bei den Grossverdienern kommt noch eine versteckte Lohnsteuer von rund 10 Prozentpunkten hinzu. Dies vor allem in Form von Zwangsabgaben für die AHV. Diese Beiträge auf Lohnanteilen über etwa 90 000 Franken erhöhen die Renten der Betroffenen nicht; vielmehr subventionieren diese Beiträge die Renten von Personen mit tieferen Einkommen.

Hinzu kommt noch die kantonale Vermögenssteuer, die dem Staat pro

Unter dem Strich dürften Grossverdiener im Mittel etwa 40 Prozent ihres Einkommens als direkte Steuern abliefern.

Einkommenssteuerbelastung für natürliche Personen 2026

Spitzensteuersätze, in Prozent

Kanton	Hauptort	Höchste Belastung	Tiefste Belastung
Zug ¹	21,9	Neuheim	22,5
Schwyz	23,3	Illgau	24,1
Appenzell Innerrhoden	23,7	Oberegg	26,9
Obwalden	24,3	Lungern	26,8
Nidwalden	25,3	Wolfenschiessen	25,7
Uri	25,3	Isenthal	26,9
Schaffhausen	27,2	Oberhallau	30,6
Luzern ²	28,0	Verschiedene	33,4
Appenzell Auserrhoden	30,7	Trogen	31,8
Glarus	31,2	Verschiedene	32,4
Graubünden	31,3	Verschiedene	34,8
Thurgau	31,7	Arbon (Stachen)	34,9
St. Gallen	32,2	Verschiedene	32,7
Aargau ³	33,4	Mellikon	36,8
Solothurn	33,7	Bolken	37,6
Freiburg	35,3	Jaun	38,0
Wallis ⁴	36,5	Leukerbad	40,0
Neuenburg	38,0	Les Verrières	39,9
Tessin ⁵	38,5	Verschiedene	39,5
Jura	39,0	Verschiedene	41,6
Zürich	39,3	Verschiedene	40,5
Basel-Stadt ⁶	39,8	Basel	39,8
Bern	40,8	Schelten	45,1
Waadt ⁷	41,5	Kantonaler Einheitssatz	41,5
Basel-Landschaft	42,2	Waldenburg	43,5
Genf	43,2	Verschiedene	44,2
Durchschnitt	33,0		

¹ ZG: Von 2026 bis 2029 reduzierter Kantonssteuerfuss von 78% statt 82%.
² LU: Der Gesamtbetrag der kantonalen Einkommenssteuer darf 22,8% des steuerbaren Einkommens (Ledige ohne Unterstützungspflichten) bzw. 22,4% (Übrige) nicht übersteigen.
³ AG: Das Total der Einkommens- und Vermögenssteuer (Kanton und Gemeinden) beträgt höchstens 70% des Reineinkommens, aber mindestens die Hälfte der gemäss ordentlichem Satz geschuldeten Vermögenssteuer.
⁴ VS: Übersteigen die Vermögenssteuer und die Kantons- und Gemeindesteuern auf dem Nettovermögensertrag total 20% des steuerbaren Nettoeinkommens, besteht Anspruch auf Herabsetzung der Vermögenssteuer.
⁵ TI: Ab 2025 jährliche Senkung des Höchststeuersatzes der einfachen Staatssteuer um 0,5 Prozentpunkte bis auf 12% 2030. Und die kantonale und kommunale Vermögens- und Einkommenssteuer wird auf Antrag auf 60% des Einkommens reduziert, wenn die ordentliche Belastung höher wäre.
⁶ BS: Übersteigen die Vermögenssteuer und die Einkommenssteuer auf dem Vermögensertrag total 50% des Vermögensertrags, wird die Vermögenssteuer auf den genannten Schwellenwert reduziert, aber höchstens auf 5 Promille des steuerbaren Vermögens.
⁷ VD: Die Staats- und Gemeindesteuer auf dem Einkommen beträgt maximal 30% des steuerbaren Einkommens. Das Total der Staats- und Gemeindesteuer auf Einkommen und Vermögen beträgt maximal 60% des Einkommens.
Informationsstand Ende Januar 2026. Effektive Steuerbelastung; umfasst direkte Bundessteuer von 11,5%, kantonale Steuersätze 2026 sowie Gemeindesteuerfüsse 2026, soweit publiziert; ohne Kirchensteuern. Aufsteigend nach Steuerbelastung am Kantonshauptort.

Quelle: Pascal Hinny

wegkommen, solange sie aus ihren Firmen relativ wenig in Form von Lohn oder Dividende herausziehen.

Juso-Initiative hallt nach

Im internationalen Vergleich sei die Schweiz für sehr vermögende Personen und gutverdienende Fachkräfte aus dem Ausland («Expats») weiterhin attraktiv, sagt Pascal Hinny. Er verweist auf die hohe Sicherheit, die gute Infrastruktur, die Verlässlichkeit von Behörden und Gerichten und auf die in gewissen Kantonen relativ tiefen Einkommenssteuern. Hinny ortet überdies in anderen Ländern zunehmendes Misstrauen von Bürgern gegenüber ihren Regierungen.

Auch die Schweiz hat indes in den letzten Jahren reiche Einwohner und potenzielle Zuzüger aufgeschreckt – mit einer Volksinitiative der Jungsozialisten, die eine Erbschaftssteuer von 50 Prozent auf Vermögensteilen über 50 Millionen Franken forderte. Vergangenen November hat das Volk die Initiative mit rund 78 Prozent Nein-Stimmen wuchtig abgelehnt, doch ein Nachhall ist laut Hinny geblieben: «Die Initiative hat dem Standort Schweiz geschadet. Im Ausland waren viele erstaunt, dass in der scheinbar stabilen Schweiz ein solch extremer Vorschlag innert kurzer Frist eingeführt werden könnte.»

Abweichende OECD-Zahlen

Eine relative Verschlechterung der Attraktivität der Schweiz als Wirtschaftsstandort brachte auch die nationale Umsetzung der «globalen» Mindeststeuer für Grosskonzerne per Anfang 2024. Betroffen sind Konzerne mit weltweitem Jahresumsatz ab 750 Millionen Euro; ihre Steuerbelastung muss in jedem Land mit relevanten Aktivitäten des Konzerns mindestens 15 Prozent betragen. Die unter der Ägide des Ländervereins OECD entstandene Mindeststeuer wurde bisher in rund 60 Ländern umgesetzt – nicht aber in grossen Wirtschaftsräumen wie den USA, China und Indien.

Einige Kantone haben ihre Gewinnsteuersätze erhöht, zumindest für Firmen ab einer bestimmten Gewinnhöhe. Doch auch 2026 weisen 19 der 26 Kantonshauptorte eine maximale ordent-

liche Gewinnsteuerbelastung von weniger als 15 Prozent aus. In 11 Kantonen liegt die ordentliche Steuerbelastung unter 14 Prozent (vgl. Tabelle). Wenn die Steuerbelastung von Grosskonzernen für ihre Aktivitäten in der Schweiz insgesamt unter 15 Prozent des Gewinns liegt, fällt eine spezielle Ergänzungssteuer an.

Die Berechnungen der Steuerbelastung nach Schweizer Regeln und nach OECD-Regeln unterscheiden sich. Ob 15 Prozent nach OECD-Regeln eher 14 oder eher 16 Prozent nach Schweizer Regeln entsprechen, hängt laut Fachleuten von der Firma und vom Jahr ab.

Privilegien für die USA

Die USA haben ihre eigene Art von Mindeststeuer, die nicht direkt mit den OECD-Regeln kompatibel ist. Doch die USA setzten sich wie üblich in der OECD durch, und die Europäer knickten ein. Das US-System wird nun von der OECD als «gleichwertig» akzeptiert.

Im Weiteren gilt gemäss OECD-Vereinbarung von diesem Januar für alle beteiligten Länder: Gewisse Steuervergünstigungen bleiben bei der Berechnung der relevanten Belastung ausgeklammert; damit sind effektive Belastungen unter 15 Prozent möglich. Das Maximum solcher Vergünstigungen ist auf 5,5 Prozent der Personalausgaben der betroffenen Firma im entsprechenden Land oder auf 5,5 Prozent der Abschreibungen auf dem Sachanlagevermögen vor Ort festgesetzt. Damit soll wirtschaftliche Substanz betroffener Konzerne vor Ort belohnt werden.

Die OECD-Vereinbarung «ist klar eine Bevorzugung der USA», sagt Pascal Hinny: «Das Land wird in gewissen Fällen deutlich tiefere Steuerbelastungen anbieten können als andere Staaten.» Laut Hinny sollte die Schweiz die von der OECD ermöglichten Steuervergünstigungen nutzen: «Andere Länder werden dies tun.» Der Wirtschaftsverband Swissholdings fand jüngst eine positive Lesart der OECD-Regeln zu den Steuervergünstigungen: Die Schweiz erhalte damit die Chance, ihre steuerliche Attraktivität «im Rahmen bewährter Mechanismen zu stärken, ohne Rückgriff auf im Ausland zunehmend verbreitete industriepolitische Subventionen».

Ordentliche maximale Gewinnsteuerbelastung 2026 für Unternehmen

Effektive Steuerbelastung, in Prozent des Gewinns

Kanton	Hauptort	Höchste Belastung	Tiefste Belastung
Luzern ¹	11,66	Luthern	13,00
Zug ²	11,74	Neuheim	11,96
Nidwalden	11,97	Kantonaler Einheitssatz	11,97
Glarus	12,32	Glarus Süd	12,67
Uri	12,64	Isenthal	13,40
Appenzell Innerrhoden ³	12,66	Kantonaler Einheitssatz	12,66
Obwalden	12,74	Kantonaler Einheitssatz	12,74
Appenzell Auserrhoden	13,04	Kantonaler Einheitssatz	13,04
Thurgau	13,21	Arbon (Stachen)	13,99
Schwyz ⁴	13,30	Illgau	13,65
Basel-Landschaft	13,45	Verschiedene	13,45
Freiburg	14,12	Villarsel-sur-Marly	14,70
St. Gallen	14,29	Kantonaler Einheitssatz	14,29
Neuenburg ⁶	14,50	Kantonaler Einheitssatz	14,50
Basel-Stadt ⁷	14,53	Kantonaler Einheitssatz	14,53
Genf	14,70	Verschiedene	14,80
Aargau	14,71	Kantonaler Einheitssatz	14,71
Waadt	14,72	La Praz	14,84
Graubünden	14,77	Kantonaler Einheitssatz	14,77
Schaffhausen ⁵	15,08	Oberhallau	15,92
Solothurn	15,29	Bolken	16,47
Jura ⁸	16,00	Verschiedene	16,66
Tessin	16,05	Maggia	17,31
Wallis	17,11	Verschiedene	17,11
Zürich	19,47	Maschwanden	20,06
Bern	20,53	Schelten	22,31
Durchschnitt	14,41		

¹ LU: Ab 2027 gibt es zwei zusätzliche Tarifstufen. Reingewinne zwischen 50 und 500 Mio. Fr. werden 3 Prozentpunkte höher besteuert, bei Reingewinnen ab 500 Mio. Fr. beträgt der Zuschlag 4 Prozentpunkte.
² ZG: Von 2026 bis 2029 reduzierter Kantonssteuerfuss von 78% statt 82%.
³ AI: Auf Antrag Reduktion der Gewinnsteuer um 25% auf sofort ausgeschütteten Gewinnen.
⁴ SZ: Wenn die ordentliche Gewinnsteuer unter der Minimalsteuer (Kapitalsteuer) liegt, wird die Minimalsteuer erhoben. Freigrenze von 20 000 Franken für Gewinne von Vereinen, Stiftungen und übrigen juristischen Personen, die weder Kapitalgesellschaften noch Genossenschaften sind.
⁵ SH: Gilt für Reinertrag ab 15 Mio Fr. Darunter ist die Belastung geringer.
⁶ NE: Gilt für Gewinne ab 40 Mio. Fr. Darunter ist die Belastung tiefer.
⁷ BS: Von 2026 bis 2035 werden Gewinne bis 50 Mio. Fr. kantonal mit einem Satz von 6,5% besteuert und Gewinnanteile über 50 Mio. Fr. mit einem Satz von 8,5%.
⁸ JU: Ab 2030: 15%.
Informationsstand Ende Januar 2026. Effektive Steuerbelastung; umfasst direkte Bundessteuer, Kirchensteuer, kantonale Steuersätze und -füsse 2026 sowie Gemeindesteuerfüsse 2026, soweit publiziert; aufsteigend nach Steuerbelastung am Kantonshauptort. Ohne Berücksichtigung einer allfälligen OECD-Ergänzungssteuer für Grosskonzerne.

Quelle: Pascal Hinny

NZZ / hus

Berne reparle des gains immobiliers

FINANCES FÉDÉRALES Faut-il chercher de nouvelles recettes ou serrer la vis des dépenses? La remise sur la table d'un impôt fédéral sur les plus-values immobilières ravive les divisions au moment de l'examen du plan d'allègement budgétaire

FANNY SCUDERI, BERNE

La publication lundi d'un article du *Tages-Anzeiger*, titré: «Keller-Sutter a abandonné un projet de taxe d'un milliard de dollars qui avait été largement salué par les économistes» a relancé le débat sur les recettes fiscales de la Confédération. Le moment est opportun: le plan d'allègement budgétaire (PAB) est examiné par le Conseil national.

Jusqu'ici, la ministre des Finances PLR Karin Keller-Sutter a répété que la Confédération souffre avant tout d'un problème de dépenses, et non de recettes. Dans cette logique, le Conseil fédéral a principalement retenu du rapport Gaillard des mesures d'économies, écartant les pistes de nouvelles recettes, à l'exception d'une taxation de la prévoyance professionnelle, vivement contestée au parlement.

Freiner avant tout les dépenses

Or, selon le *Tages-Anzeiger*, alors que le Conseil fédéral envisage d'augmenter la TVA de plus d'un point pour financer l'armement et la 13e rente AVS, une autre option existe: taxer les plus-values immobilières au niveau fédéral, comme le font déjà cantons et communes. Le rapport Gaillard cite cette mesure parmi les rares leviers sur les recettes, estimant qu'elle aurait moins d'effets négatifs sur les incitations à travailler ou à épargner qu'une hausse des impôts existants.

Interrogé, le Département fédéral des finances rappelle toutefois que, bien que cette option ait été étudiée dans le cadre du PAB27, le groupe d'experts a recommandé de combler les déficits en priorité

par «des mesures au niveau des dépenses.»

Le débat sur cet impôt pourrait néanmoins rebondir au parlement. La conseillère nationale socialiste Ursula Zybach a déposé une demande de réexamen à la Commission des finances. «Nous examinons le plan d'économie, et on ne parle que de dépenses, pas de recettes. Pourtant, on voit bien que nous avons un problème avec les recettes: le Conseil fédéral veut augmenter la TVA pour obtenir de nouvelles entrées fiscales!»

Le PS refuse une hausse de la TVA pour financer certaines dépenses militaires, telles que les F-35, mais se montre plus ouvert pour la 13e rente AVS. «Le peuple ne voudra jamais payer une armée sans stratégie sensée. Quant à l'AVS, à la fin, la classe moyenne est gagnante», affirme le vice-président du parti, Samuel Bendahan.

A droite, l'UDC Thomas Hostettler maintient que les économies doivent primer. Il nuance toutefois: «On sait qu'il faudra financer cette 13e rente. Il faut trouver la solution la plus praticable, et la TVA fera probablement partie du paquet.»

La TVA, «une solution de facilité»

La proposition de Martin Pfister d'augmenter la TVA pour financer l'armement lui paraît en revanche «une solution de facilité». «Faire passer les charges de l'armée par la TVA n'est pas idéal. Il vaudrait mieux réduire les dépenses de l'administration», estime l'élue jurassien. S'agissant de l'imposition des bénéfices immobiliers, ceux-ci sont déjà taxés dans son canton: «C'est un impôt assez juste, dont on peut

discuter le taux. Mais si la Confédération s'en empare, elle risque d'empiéter sur les recettes des cantons et des communes.» Sa ligne reste inchangée: des économies d'abord. «Une hausse d'un point de TVA ne peut être envisagée qu'en dernier recours, car il faudra la justifier devant le peuple. La Confédération a vécu dans un confort financier que, comme Jurassien, je n'ai jamais connu.»

Reto Nause, conseiller national du Centre, a un tout autre avis: «Nous avons besoin de 30 milliards supplémentaires pour la Défense. Pour respecter le frein à l'endettement, il ne faut pas seulement le plan d'allègement budgétaire mais aussi de nouvelles recettes», défend-il. Lui prône un mélange de mesures: TVA, impôt sur le gain immobilier et mesures d'économies.

De son côté, la sénatrice PLR Johanna Gapany rappelle que les recettes sont solides et que le vrai défi reste la maîtrise des dépenses. Selon elle, ni une hausse de la TVA ni un nouvel impôt immobilier ne régleront durablement le problème. Pour l'élue PLR, il s'agit avant tout de «déterminer des priorités» avant de toucher à la TVA dont «l'impact sur le coût de la vie est très élevé». «Si nous ne sommes pas capables de financer la sécurité nationale, compétence ultime de la Confédération, par la caisse fédérale, nous cassons la logique de financement du pays», assène-t-elle.

Entre contrainte budgétaire et nouvelles recettes, le débat ne fait que commencer. Il pourrait bien s'inviter dans les urnes: toute hausse de la TVA devra être soumise au peuple. ■



Jusqu'ici, la conseillère fédérale chargée des Finances, Karin Keller-Sutter, a répété que la Confédération souffrait avant tout d'un problème de dépenses, et non de recettes. (PALAIS FÉDÉRAL, BERNE, SEPTEMBRE 2025/FABIAN HUGO POUR LE TEMPS)

Ziemlich beste Feinde

Wirtschaftsverbände und Gewerkschaften bekämpfen sich gewöhnlich – gegen die SVP schliessen sie sich vorübergehend zusammen

MATTHIAS VENETZ, SAMUEL TANNER

Der Wirtschaftsdachverband Economiesuisse und der Gewerkschaftsbund sind politisch weit voneinander entfernt, aber am Dienstag laden sie beide zur Pressekonferenz an die Zeughausgasse in Bern. Es ist ein terminlicher Zufall, der aber eine politische Logik hat. Economiesuisse und der Gewerkschaftsbund sind Rivalen, die ihre Rivalität in den nächsten Monaten ausblenden müssen, wenn sie gegen die 10-Millionen-Schweiz-Initiative der SVP kämpfen. Wer wissen will, ob das funktionieren kann, der kann an diesem Morgen zuerst ins Hotel Kreuz gehen, zu den Spitzen der Wirtschaft, und dann sechs Häuser die Strasse rauf ins Hotel Bern, zu den Spitzen der Gewerkschaften.

Scheinbar ist alles wie immer. Bei Economiesuisse spricht Präsident Christoph Mäder von einer «Fitnesskur», die die Schweiz brauche, von flexibleren Arbeitszeiten, von weniger Regulierung. Beim Gewerkschaftsbund sagt die Co-Sekretariatsleiterin Gabriela Medici, es komme «nicht infrage», die Arbeitszeiten weiter zu flexibilisieren. Unternehmen müssten strenger reguliert werden. Bei Economiesuisse betont die Geschäftsführerin Monika Rühl, Entlastungen seien für die Unternehmen zentral. Beim Gewerkschaftsbund sagt der Chefökonom Daniel Lampart, Economiesuisse sei einer neuen Logik verfallen: «Sie schauen knallhart für sich.»

«Eine Chaos-Initiative»

So gehen Economiesuisse und der Gewerkschaftsbund in die «Schlüsselabstimmung» (Lampart), in «eine der wichtigsten Abstimmungen» (Rühl) dieses Jahres: Voraussichtlich im Juni entscheiden die Stimmberechtigten über die chancenreiche 10-Millionen-Schweiz-Initiative der SVP, die indirekt die Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union und damit die wirtschaftspolitischen Grundsätze der vergangenen Jahrzehnte infrage stellt. Es sei eine «Chaos-Initiative», sagt Monika Rühl von Economiesuisse. Es sei eine «Chaos-Initiative», schreibt der Gewerkschaftsbund. Das ist der kleinste gemeinsame Nenner für den Abstimmungskampf, er soll reichen, um ziemlich beste Feinde zu vereinen.

Die Beziehung zwischen Wirtschaftsverbänden und Gewerkschaften (SGB) ist eine Rivalität, die gleichzeitig immer wieder zelebriert und überwunden wird. Man braucht und verflucht sich gegenseitig. Die Wirtschaft ist vor allem bei der Personenfreizügigkeit auf die Gewerkschaften angewiesen – und muss die Macht, die sie dadurch erlangen, immer wieder brechen. Und die Gewerkschaften brauchen den Goodwill



Dem Bauchgefühl nach hat es für viele Schweizer an öffentlichen Veranstaltungen wie hier auf dem Sechseläutenplatz zu viele Menschen. Economiesuisse und der Gewerkschaftsbund mobilisieren gegen die 10-Millionen-Schweiz-Initiative der SVP. ENNIO LEANZA / KEYSTONE

der Wirtschaft. Legendär sind die Fernduelle durch Interviews, in denen es aus der Wirtschaft heisst: «Herr Maillard glaubt, dass er uns erpressen kann. Da ist er ein Träumer.» (Stefan Brupbacher, Direktor von Swissmem) Und wie zurückgeschossen wird: «Die Arbeitgeber und Wirtschaftsverbände bewegen sich nicht!» (Pierre-Yves Maillard, Präsident des Gewerkschaftsbunds)

So tönt es, in wechselnder personeller Besetzung, seit Jahrzehnten. Die Interessen sind so gegenläufig, dass es gar nicht anders geht. Und doch hat sich daraus eine europapolitische Allianz ergeben.

Als die Schweiz Mitte der 1990er Jahre mit der EU verhandelte, war die Personenfreizügigkeit die umstrittenste Forderung aus Brüssel. Die Wirtschaftsverbände hatten wenige Jahre zuvor verbeglich für den Beitritt zum EWR gekämpft. In den Bilateralen I erkannten sie nach ihrer Niederlage einen Ausweg aus der europapolitischen und wirtschaftlichen Sackgasse. Auch die Führung des SGB hatte die EWR-Abstimmung verloren und forderte den Bundesrat nun auf, «aus der Defensive herauszutreten», die Europapolitik nicht länger den «nationalkonservativen» und «fremdenfeindlichen Kreisen» zu überlassen und für die Verträge und die Personenfreizügigkeit zu kämpfen.

So wurden Gewerkschaften und Arbeitgeber zu europapolitischen Alliierten. Weil sich die beiden Seiten gegenseitig brauchten, stellten sie erst Maximalforderungen auf, um sich später doch noch auf einen Kompromiss zu einigen.

Conditio sine qua non

Schon 1996 forderte der SGB «flankierende Massnahmen», um allfälligen negativen Auswirkungen vorzubeugen. Für die Verträge gebe es eine Mehrheit, sagte der damalige SGB-Sekretär Daniel Nordmann, wenn man die Ängste der Bevölkerung vor Lohndumping ernst nehme. Der SGB erklärte die «flankierenden Massnahmen» in der Folge zur Conditio sine qua non. Dadurch konnte er die eigene Basis beruhigen und anderen proeuropäischen Akteuren wie den Arbeitgeber- und Wirtschaftsverbänden Zugeständnisse abringen. Der Vorort, ein Vorläufer von Economiesuisse, setzte sich für eine rasche Ratifizierung der Verträge ein, warnte aber davor, dass unangemessene flankierende Massnahmen die positiven Wirkungen nicht schmälern dürften.

2008, als die Schweiz schliesslich über die Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf Rumänien und Bulgarien diskutierte, damals die wirtschaftlich

schwächsten EU-Mitglieder, wiederholte sich die Geschichte scheinbar. Der SGB-Präsident Paul Rechsteiner sagte, man habe bisher stets für die Personenfreizügigkeit gekämpft. Nun aber wollte er offenbar weitere Zugeständnisse herausholen. Wenn die aktuelle Vorlage nicht gefalle, werde man sich «bestimmt weniger aktiv» engagieren. Am Ende stellten sich beide, Gewerkschaften und Wirtschaft, hinter die Vorlage und gewannen die Volksabstimmung deutlich.

Gerold Bühler, Präsident von Economiesuisse, sagte, in einer wirtschaftlich schwierigen Lage würden die Schweizer eben pragmatisch denken und auf das «bewährte Rezept» setzen. Auch der SGB-Präsident Rechsteiner sagte, die Stimmbevölkerung habe sich für Stabilität ausgesprochen, nun sei es wichtig, dass man die flankierenden Massnahmen weiterverfolge. So fühlten sich beide Seiten auf ihre Weise bestätigt.

So war es oft: Die Gewerkschaften stellten Forderungen auf, die Arbeitgeber lehnten sie ab. Beide Seiten taktierten und versuchten, ihren Einfluss durchzusetzen. Allerdings teilten sie, bei allen Unterschieden, immer auch ein gemeinsames Interesse: Seit der Einführung der Personenfreizügigkeit wacht der Staat gemeinsam mit den Wirtschaftsverbänden und Gewerk-

schaften über die Einhaltung der flankierenden Massnahmen.

Die Personenfreizügigkeit ist das System, das Economiesuisse und die Gewerkschaften vereint: weil die Wirtschaft von den Fachkräften profitiert, die deshalb einfach in die Schweiz kommen können – und die Gewerkschaften davon, dass sie in diesem System den Lohnschutz kontrollieren können. Die Abstimmung über die 10-Millionen-Schweiz-Initiative ist eine Vorentscheidung darüber, ob dieses System überlebt. Mag man sich innerhalb der Europa-Allianz über das neue EU-Vertragspaket im Einzelnen verlieren, so findet man sich im Allgemeinen

Mag man sich in der Europa-Allianz über das neue EU-Vertragspaket im Einzelnen verlieren, so findet man sich im Allgemeinen bei der Verteidigung der Personenfreizügigkeit.

bei der Verteidigung der Personenfreizügigkeit. Gegenseitig wird im Abstimmungskampf grösstmögliches Engagement erwartet.

Eigentlich wollte man die SVP-Initiative als «Kündigungsinitiative» bezeichnen, nun heisst sie «Chaos-Initiative». Das soll in diesen «turbulenten Zeiten» die Fantasie der Leute anregen: Was ist, wenn weitere Gewissheiten wegbrechen?

Der Economiesuisse-Präsident Christoph Mäder hört oft, das Bauchgefühl entscheide: Es ist zu viel, zu viele Menschen, zu viel Stau. Man will dem in den nächsten Tagen mit einem weiteren Faktendossier begegnen. Die Demografie lasse sich nicht austricksen: «Sehr bald werden wir eben in vielen Bereichen nicht zu viel, sondern zu wenig haben.» Es soll Kampagnensujets geben mit Beizen, in denen niemand da ist, um Bier auszuschenken. Für den Gewerkschaftspräsidenten Pierre-Yves Maillard ist klar, woher dieses Bauchgefühl kommt: «Die Leute müssen das Gefühl haben, dass auch sie profitieren.»

Die Botschaft im Hotel Bern, bei den Spitzen des Gewerkschaftsbunds, ist einfach: Der Wohlstand, den die Personenfreizügigkeit bringt, wird falsch oder zu wenig nach unten verteilt. Im Hotel Kreuz, bei den Spitzen von Economiesuisse, sieht man das natürlich anders. Einig ist man sich nur darin, dass die Initiative der SVP in ein «Chaos» führen würde. Das muss vorerst reichen.

Voici où les loyers sont le meilleur marché dans le canton de Genève

Logement En 2026, les loyers ne devraient pas baisser, mais se stabiliser. En cause: un taux hypothécaire de référence en baisse et une économie de l'emploi en ralentissement. La pénurie exerce une pression haussière sur les loyers, mais moindre qu'auparavant.

Patrizia Rodio

On l'a tous constaté (les locataires du moins): les loyers ont subi une très forte hausse en Suisse romande au cours des cinq dernières années. «Entre fin 2021 et fin 2024, les loyers ont augmenté de près de 15% en Suisse. Les cantons romands n'ont pas été épargnés; l'augmentation allant de 10% à Genève jusqu'à 20% en Valais», confirme Corinne Dubois, économiste experte chez Wüest Partner, société suisse de conseil en immobilier.

Toutefois, la dynamique s'est nettement essoufflée en 2025. Entre fin 2024 et fin 2025, les loyers ont augmenté de 1,3% en moyenne nationale et de 0,2% au cours des six derniers mois de l'an passé. La pression sur les locataires devrait baisser cette année encore. Même si, reconnaissons-le, les loyers restent très élevés et pèsent lourdement sur le budget des ménages. Cela amène de plus en plus de gens à se tourner vers la propriété, les coûts de financement étant, eux, à la baisse.

Pénurie persistante

«Les loyers des baux en cours (*ndlr: baux déjà signés*) sont désormais stables et ils devraient même diminuer en 2026, constate Corinne Dubois. Cela est dû, notamment, aux deux récentes baisses du taux de référence hypothécaire. La baisse des loyers en cours devrait exercer un effet modérateur indirect sur les loyers de l'offre (*ndlr: loyers des logements proposés actuellement à la location*).»

Une économie actuelle peu dynamique avec un fort ralentissement des créations d'emplois et moins de migrations, lesquels atténuent la demande en logements, ont également un effet amortisseur sur les prix. Ce à quoi il faut ajouter une plus grande attractivité pour l'acquisition de propriété grâce à la baisse des coûts de financement.

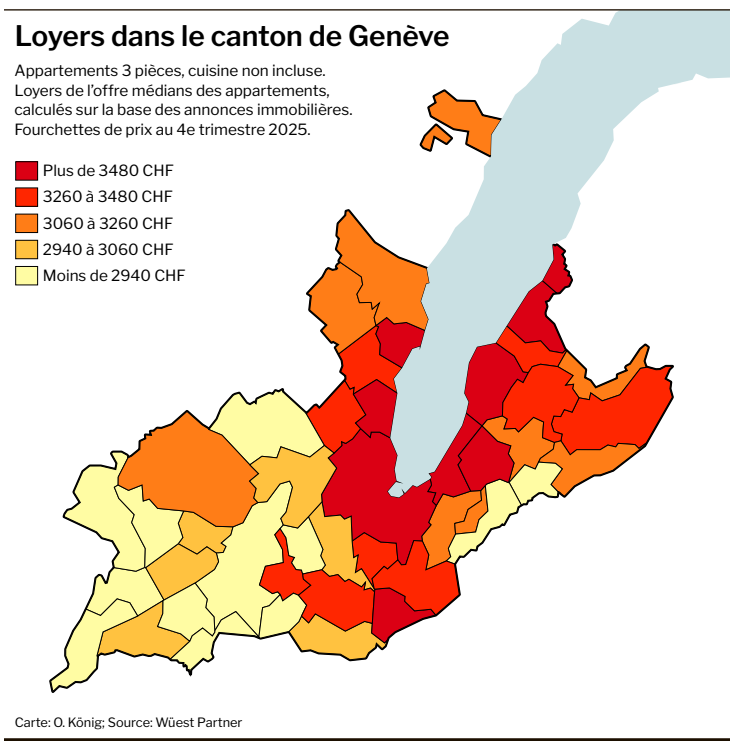
On s'étonne dès lors que les prévisions des experts annoncent malgré tout des hausses cette an-



Dardagny figure parmi les communes genevoises les moins chères, aux côtés de Chancy, Puplinge, Soral ou encore Russin. Les loyers de l'offre y sont compris entre 2550 et 2800 francs pour un quatre-pièces médian (sans cuisine). Lucien Fortunati

«La baisse des loyers en cours devrait exercer un effet modérateur indirect sur les loyers de l'offre.»

Corinne Dubois
Économiste experte
chez Wüest Partner.



née aussi. «Nous sommes toujours en situation de pénurie de logements, explique Corinne Dubois. Au 4^e trimestre 2025, seules 97'800 annonces de logements locatifs ont été publiées en Suisse. C'est la première fois depuis plus de dix ans qu'on a un nombre d'annonces aussi bas.»

Hausse freinée

Hormis le Jura, tous les cantons romands ont vu l'offre de locatifs diminuer entre fin 2024 et fin 2025. La pénurie de logements réduit la marge de manœuvre des locataires et exerce une pression haussière sur les loyers du marché. Rappelons que l'Asloca recommande fortement aux nouveaux locataires de contester le loyer initial.

Si les loyers de l'offre vont continuer à augmenter cette année, les freins évoqués plus haut (croissance en ralentissement et

baisse du taux hypothécaire de référence) feront que la hausse sera toutefois moindre que les années précédentes. «On attend une hausse des loyers d'environ 0,7% au niveau suisse. Un peu plus en Valais (+1,2%), mais moins sur l'arc lémanique (0,5%), ainsi que dans le reste de la Suisse occidentale (+0,3%)» estime l'experte.

En Suisse romande, sans surprise, Genève est le plus cher de tous les cantons romands. Au bout du lac, le loyer de l'offre médian atteint 3250 francs pour un quatre-pièces (cuisine non comprise). Dans les communes «huppées», comme Cologny ou Vandœuvres, les loyers dépassent largement les 4000 francs pour le même logement. Pour payer moins cher, il faut viser les communes de Chancy, Puplinge, Soral, Russin et Dardagny, où les loyers de l'offre sont compris entre 2550 et 2800 francs pour un quatre-pièces médian.

Côté vaudois, et sans surprise là aussi, les communes les plus chères sont Coppet, Mies, Tannay, Saint-Sulpice et Lutry, où il faut compter un loyer médian de plus de 3100 francs pour un quatre-pièces (toujours cuisine non comprise). Les communes les plus abordables sont Sainte-Croix, Ormont-Dessous, Payerne et Vallorbe, avec des loyers compris entre 1550 et 1800 francs, toujours pour un quatre-pièces.

Ce sont les cantons du Jura et de Neuchâtel qui sont parmi les plus abordables de Suisse en termes de location d'appartements. Par exemple, pour un logement locatif médian de quatre pièces dans le Jura, il faudra déboursier environ 1370 francs par mois contre 1600 dans le canton de Neuchâtel. Avec, pour ce dernier, des disparités assez fortes, puisque si Le Locle et La Chaux-de-Fonds restent très abordables, il faut compter près de 1900 francs pour un même logement dans la capitale cantonale. Cela reste tout de même inférieur à la moyenne suisse, qui est de 2120 francs pour un quatre-pièces médian.

L'Inde et les Etats-Unis scellent enfin un accord commercial

Sophie Landrin

Donald Trump affirme que New Delhi a accepté de renoncer à ses achats de pétrole russe, une contrepartie non confirmée

NEW DELHI - *correspondante*

Après une année de vaines discussions, de menaces et de sanctions, les Etats-Unis et l'Inde ont annoncé avoir conclu un accord commercial, sans toutefois en préciser les termes exacts. L'information a été donnée par Donald Trump, lundi 2 février, sur son réseau, Truth Social. Le président américain a assuré avoir levé les sanctions tarifaires imposées en 2025 pour punir l'Inde pour son protectionnisme et ses achats de pétrole russe. Les droits de douane sur les produits indiens vont être abaissés de 50 % à 18 %, avec effet immédiat.

Le premier ministre indien a « *accepté d'arrêter d'acheter du pétrole russe* » et s'est engagé à acquérir « *plus de pétrole auprès des Etats-Unis et, potentiellement, du Venezuela* », a déclaré le locataire de la Maison Blanche, après un entretien téléphonique avec Modi. Il a loué la « *formidable relation* [des Etats-Unis] *avec l'Inde* [qui] *ne ferait que se renforcer avec le temps* ». Selon l'Américain, New Delhi s'est engagé à réduire « *à zéro ses droits de douane et ses barrières non tarifaires à l'encontre des Etats-Unis* » et aurait accepté d'acheter pour 500 milliards de dollars (420 milliards d'euros) de produits énergétiques, agricoles, charbonniers.

Narendra Modi n'a pas fait de commentaire sur le détail des négociations et sur l'arrêt des importations de brut russe, mais il a publié un message sur X pour remercier son homologue. « *C'était formidable de m'entretenir avec mon cher ami, le président Trump. (...) Au nom du 1,4 milliard d'Indiens, je remercie chaleureusement le président Trump pour cette merveilleuse annonce.* » Le premier ministre indien, avare de compliments ces derniers mois, a aussi fait l'éloge du républicain.

Les discussions, lancées en février 2025, avaient, jusqu'alors, principalement buté sur la question de l'agriculture, New Delhi refusant d'ouvrir son marché pour protéger les paysans qui représentent près de 40 % de la population et dont une grande majorité ne possède pas plus de 2 hectares. Donald Trump a particulièrement maltraité l'Inde en 2025, imposant, en avril, 25 % de droits de douane sur toutes les marchandises indiennes, avant d'ajouter, en août, une surtaxe de 25 % sur de nombreux produits.

Entente dégradée

Des secteurs pourvoyeurs de main-d'œuvre comme le textile, le cuir, la joaillerie ou les produits de la mer étaient fortement menacés. Le géant asiatique expédie près d'un cinquième de ses exportations totales outre-Atlantique. Selon les données américaines, les Etats-Unis ont importé pour 87,3 milliards de dollars de marchandises indiennes en 2024, avec un fort déséquilibre de la balance commerciale, de 45 milliards de dollars. Avec cet accord, l'Inde retire un léger avantage sur ses rivaux, le Vietnam, le Bangladesh, le Pakistan, la Malaisie, le Cambodge, soumis à des droits de douane de 19 % ou 20 %.

Le budget indien présenté le 2 février avait donné quelques indications sur les efforts consentis par New Delhi : l'Inde a décidé une série d'allègements fiscaux pour les entreprises étrangères, surtout dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui a enregistré ces dernières semaines des dizaines de milliards de dollars de promesses d'investissements américains.

L'issue des négociations intervient quelques jours après la signature, le 27 janvier, d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne. La presse indienne saluait, mardi, « *un tournant* » dans la relation bilatérale. La versatilité de Trump devrait cependant conduire la partie indienne à plus de prudence.

L'entente entre Donald Trump et Narendra Modi, excellente lors de son premier mandat, s'était fortement dégradée après la confrontation militaire entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025. Le président américain avait annoncé le 10 mai un cessez-le-feu entre les deux belligérants, ce qu'a toujours nié le premier ministre indien. Trump avait ensuite reçu l'ennemi de l'Inde, le chef des armées pakistanaïses, le maréchal Munir, à deux reprises à la Maison Blanche. Un affront pour l'Inde.

Si l'accord commercial a bien été confirmé par Modi, les doutes persistent sur la fin des achats de pétrole russe. Le ministre indien du pétrole a assuré récemment que les raffineurs publics avaient signé leur premier accord à long terme pour importer du gaz de pétrole liquéfié américain, mais l'Inde reste, avec la Chine, un des principaux acheteurs de la Russie. Le nationaliste hindou a d'ailleurs reçu Vladimir Poutine en grande pompe en décembre 2025. Le Parti du Congrès, principal parti d'opposition, a accueilli l'annonce du deal avec suspicion. « *Il semble que M. Modi ait finalement capitulé* », a ironisé le secrétaire général du mouvement, Jairam Ramesh. Le détail des concessions permettra peut-être d'éclaircir ce point.